

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE

T/C.2/SR.376
18 juillet 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

COMITE PERMANENT DES PETITIONS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA TROIS CENT SOIXANTE-SEIZIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le mardi 19 juin 1956, à 10 h. 15.

SOMMAIRE

- Pétitions relatives au Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne (T/C.2/L.245) (suite).
- Pétitions relatives au Territoire sous tutelle du Togo sous administration française (T/C.2/L.209 et 210; T/OBS.7/37 à 40) (suite).

PRESENTS

Président :

M. de CAMARET France

Membres :

M. SMOLDEREN Belgique

U PAW HTIN Birmanie

M. YANG Chine

M. HANROTT Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord

M. BENDRYCHEV Union des Républiques socialistes
soviétiques

Egalement présent :

M. DOISE Représentant spécial de
l'Autorité administrante du
Territoire sous tutelle du
Togo sous administration
française

Secrétariat :

M. BERENDSEN Secrétaire du Comité

PETITIONS RELATIVES AU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA SOMALIE SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE (T/C.2/L.245) (suite).

Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de rapport T/C.2/L.245, compte tenu des amendements antérieurement adoptés.

Par 4 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de rapport, amendé, est adopté.

PETITIONS RELATIVES AU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE (T/C.2/L.209 et 210; T/OBS.7/37 à 40) (suite).

Document T/C.2/L.210 (suite)

VII. Pétitions relatives à des incidents survenus à Sokodé, à l'arrivée de la Mission de visite (T/PET.7/446, 448, 464, 465, 466/Rev.1, 466/Add.1 et 2, 490, 503, 504 et 505) (suite)

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate que, selon les télégrammes dont parlent les pétitionnaires, des fonctionnaires de l'Autorité administrante ont conseillé à deux membres du CUT de ne pas entrer en contact avec la Mission de visite. Il voudrait avoir des précisions sur ce point.

M. DOISE (Représentant spécial) rappelle que les deux personnes en question ont été convoquées, l'une au Commissariat de police pour acquitter des frais de justice, l'autre par le commandant de cercle qui lui a annoncé le prochain passage de la Mission de visite.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) note que les pétitionnaires auraient été, selon les télégrammes, détenus à plusieurs reprises par la police. M. Bendrychev voudrait connaître le motif de la première détention ainsi que la raison pour laquelle les pétitionnaires ont été fouillés.

M. DOISE (Représentant spécial) répond que la teneur des télégrammes n'est pas conforme à la réalité : les pétitionnaires n'ont été arrêtés qu'une fois, à la suite d'un accident d'automobile dont ils avaient été la cause.

M. HANROTT (Royaume-Uni) demande s'il y a une limite d'âge pour faire partie de la Juvento et s'il existe des rapports entre ce mouvement et le CUT.

M. DOISE (Représentant spécial) précise qu'il n'y a pas de limite d'âge pour faire partie de la Juvento et que ce mouvement, tout en ayant une existence distincte, a un statut et un programme politique voisin de ceux du CUT, dont il fait figure de filiale.

- d) Les pétitionnaires se plaignent de représailles exercées contre les membres du CUT et de la Juvento.

M. SMOLDEREN (Belgique) constate que les pétitionnaires se plaignent d'avoir été contraints de signer des contre-pétitions préparées par l'Administration. Il voudrait savoir si le Secrétariat a reçu des contre-pétitions de ce genre.

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) ne croit pas qu'il en soit parvenu au Siège, mais il vérifiera la chose pour pouvoir donner une réponse catégorique.

M. SMOLDEREN (Belgique) demande si les pétitionnaires sont originaires de Lomé.

M. DOISE (Représentant spécial) n'a pas de renseignements précis sur ce point. Quoi qu'il en soit, les pétitionnaires n'ont nullement été contraints de se réfugier à Lomé. S'ils y résident, c'est de leur plein gré.

U PAW HTIN (Birmanie) demande pourquoi deux personnes ont été fouettées par des policiers en présence du chef supérieur.

M. DOISE (Représentant spécial) déclare que la preuve de ces sévices n'a pas été établie. D'autre part, l'accusation des pétitionnaires a fait l'objet d'une plainte au Parquet de Lomé dont il faut attendre les conclusions.

U PAW HTIN (Birmanie) demande quel est le rôle du chef supérieur lors du passage d'une Mission de visite.

M. DOISE (Représentant spécial) explique que le chef supérieur n'a aucun rôle spécial. Le chef de Sokodé a été reçu en audience par la Mission de visite, mais c'est l'Administration qui a pris les mesures nécessaires pour recevoir la Mission.

M. HANROTT (Royaume-Uni) voudrait savoir si le chef supérieur peut imposer des châtiments corporels et s'il possède une certaine autorité sur la police.

M. DOISE (Représentant spécial) répond que les châtiments corporels sont interdits sur tout le Territoire et que les chefs n'ont aucune autorité sur la police, qui relève exclusivement de l'Administration.

M. YANG (Chine) rappelle que, d'après l'Autorité administrante, les scènes que l'auteur de la pétition T/PET.7/504 place au domicile du président de l'Assemblée territoriale et du chef supérieur sont imaginaires. Il ne voit pas ce qui a pu pousser le pétitionnaire à mentionner une entrevue qu'il était facile de démentir.

M. DOISE (Représentant spécial) dit que les conversations que les pétitionnaires prétendent avoir eues avec des représentants de l'Administration sont le plus souvent inventées de toutes pièces.

M. YANG (Chine) se réfère à la pétition T/PET.7/503 et constate que, d'après l'Autorité administrante (T/OBS.7/39, paragraphe 8), la délégation du CUT a reconnu que ce n'était pas les forces de l'ordre qu'elle craignait mais ses adversaires politiques. Il semble donc que les partisans du CUT soient en butte, à Sokodé, à l'hostilité ouverte des autres partis. M. Yang voudrait savoir si l'Autorité chargée de l'administration essaie de porter remède à cette situation.

M. DOISE (Représentant spécial) ne nie pas l'hostilité de la population de Sokodé envers le CUT. Les partisans du CUT sont considérés comme des étrangers parce qu'ils ne reconnaissent pas l'autorité du chef et de la collectivité tribale. C'est là une manifestation d'un phénomène assez général en Afrique. Dans l'entretien qu'il a eu avec la Mission de visite, le ministre de la France d'outre-mer a souligné que c'est l'attitude de la population à l'égard de l'opposition politique qui constitue le principal obstacle à l'introduction de la démocratie en Afrique. Pour l'Africain, qui réagit encore en fonction de la structure tribale, la minorité c'est l'ennemi. L'Autorité administrante s'efforce de modifier peu à peu ces conceptions en multipliant les organes représentatifs. Elle reconnaît toujours les chefs traditionnels, mais elle les double peu à peu par des organes démocratiques élus, en attendant de les réduire au rôle de simples gardiens des traditions et des coutumes religieuses.

M. HANROTT (Royaume-Uni) estime que, dans la résolution qu'il adoptera au sujet de ces pétitions, le Comité devrait prendre note des efforts qu'accomplit l'Autorité administrante pour favoriser l'évolution des institutions tribales vers une forme plus moderne d'administration locale et devrait exprimer l'espoir que l'opposition entre certains partis politiques et les groupes tribaux ira en s'atténuant.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) a retenu des déclarations du Représentant spécial que les membres d'un parti politique ont eu à subir des persécutions dans cette partie du Togo.

M. DOISE (Représentant spécial) reconnaît qu'il y a une certaine opposition, de caractère tribal, entre les gens du Nord d'origine soudanaise et les gens du Sud et que cette opposition se trouve parfois transposée sur le plan politique, mais il estime qu'il serait exagéré de parler de persécutions.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que le chef supérieur a dit en présence des membres de la Mission qu'il aurait fait tuer les partisans du CUT, si les Français n'avaient pas été là. Les attaques et mauvais traitements dont se plaignent les pétitionnaires apparaissent donc comme des représailles et cadrent parfaitement avec cette déclaration. Les noms des coupables sont même cités dans certaines pétitions. M. Bendrychev voudrait savoir si les responsables de ces désordres ont été arrêtés.

M. DOISE (Représentant spécial) rappelle qu'une personne ne peut être arrêtée que sur l'ordre d'un magistrat, à la suite d'une inculpation légale, reposant sur des faits précis. Personne n'a été arrêté jusqu'ici, mais l'enquête judiciaire n'est pas terminée.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si l'enquête a lieu à Lomé, où se sont réfugiés la plupart des pétitionnaires, ou à Sokodé.

M. DOISE (Représentant spécial) précise que les plaintes ont été déposées au parquet de Lomé, mais qu'en vertu d'une commission rogatoire du parquet, c'est le juge de paix de Sokodé qui, en réalité, procède sur place à l'enquête.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait savoir si l'enquête porte également sur le cas des deux personnes qui ont été fouettées par des policiers, en présence du chef supérieur.

M. DOISE (Représentant spécial) répond par l'affirmative.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense qu'il conviendrait, dans la résolution qu'adoptera le Conseil, de recommander à l'Autorité administrante d'assurer aux autochtones la jouissance des libertés démocratiques, notamment la liberté de réunion et la liberté de parole sans restrictions, ainsi que le droit de dire librement ce qu'ils pensent devant la Mission de visite. Il faudrait également exprimer l'espoir que l'Autorité administrante prendra les mesures nécessaires pour faire effectuer une enquête détaillée sur les plaintes du pétitionnaire, et que les coupables ne resteront pas impunis.

Le PRESIDENT déclare que le Secrétariat rédigera un projet de résolution tenant compte des observations qui ont été présentées au cours du débat.

VIII. Pétition du Président régional de la section de Tsévié de l'Unité togolaise
(T/PET.7/513)

M. SMOLDEREN (Belgique) serait heureux si le Représentant spécial pouvait préciser quelles sont les attributions des commandants de cercle en matière de police.

M. DOISE (Représentant spécial) indique que les commandants de cercle sont, en vertu de leur statut, officiers de police judiciaire dans leur circonscription. Ils sont donc habilités à instruire des affaires criminelles, mais ils ne peuvent arrêter une personne qu'en vertu d'un mandat délivré par un magistrat.

En réponse à une autre question de M. SMOLDEREN (Belgique), M. DOISE (Représentant spécial) précise que les commandants de cercle ne s'occupent généralement que des affaires importantes. Ils sont en effet assistés d'un commissaire police, officier de police judiciaire également, qui relève directement du parquet.

(M. Doise, Représentant spécial)

Le jeune Kwami Abolo a été appréhendé sur la voie publique, par les policiers de service aux abords de la réunion, parce qu'il se livrait à des provocations au désordre et invectivait les agents. Il a été conduit au commissariat pour vérification d'identité et relâché aussitôt. Le lendemain, il est revenu chercher sa bicyclette qu'il avait oubliée au commissariat. Il n'y a pas eu de matraquage, mais l'individu en question a opposé une certaine résistance à la police, au moment où il a été appréhendé.

M. SMOLDEREN (Belgique) estime qu'il s'agit, somme toute, d'une affaire de minime importance. Il conviendra de renvoyer le pétitionnaire aux observations de l'Autorité administrante et aux explications fournies par le Représentant spécial.

M. YANG (Chine) demande si les trois lettres jointes à la pétition ont été effectivement envoyées aux représentants de l'Autorité administrante.

M. DOISE (Représentant spécial) confirme que ces trois lettres ont été reçues par leurs destinataires. La première a été adressée par le Président régional de l'Unité togolaise de Tsévié au commandant de cercle. Le pétitionnaire se plaint notamment de ce que le commandant de cercle n'aurait pas voulu l'entendre. En fait, il s'est présenté dans un tel état de surexcitation à la mairie que le commandant de cercle lui a dit de revenir quand il serait calmé. La seconde lettre a été adressée à l'Administrateur-maire et la troisième au Procureur de la République au Togo. Le contenu des trois lettres est analogue. Celle adressée au Procureur a fait l'objet d'une enquête, suivie d'un classement, car l'enquête a montré que les faits avaient été démesurément grossis.

M. YANG (Chine) note que, selon le pétitionnaire, le nouveau commandant de cercle de Tsévié refuserait d'entendre les doléances des nationalistes victimes des brutalités de la police, alors que son prédécesseur accordait les audiences qui lui étaient demandées. Il voudrait savoir comment procède ce fonctionnaire lorsqu'il reçoit une demande d'audience.

M. DOISE (Représentant spécial) fait observer que le Comité a examiné des pétitions dont les auteurs, en fait, se plaignaient que l'ancien commandant du cercle de Tsévié refusait de recevoir les autochtones qui avaient des griefs à formuler. Il est évident qu'il s'agit ici de récriminations de caractère purement subjectif et dénuées de fondement. Le commandant de cercle exerce son autorité sur une population de plus de 70.000 habitants et ne peut recevoir lui-même tous ses administrés, surtout lorsqu'il s'agit d'affaires d'importance mineure.

M. YANG (Chine) appuie la proposition du représentant de la Belgique.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si l'Administrateur-maire de Tsévié a répondu à la dernière des lettres reproduite dans le document T/PET.7/513, qui lui était adressée.

M. DOISE (Représentant spécial) n'est pas en mesure de fournir la précision demandée, mais il souligne que, de toute manière, cette affaire se trouve réglée, puisqu'elle a été déférée aux tribunaux, qui ont jugé bon de ne pas y donner suite.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait remarquer que, lorsque le Représentant spécial déclare que le commandant de cercle ne doit pas intervenir dans les activités de la police, il semble confirmer les plaintes des pétitionnaires selon lesquelles celui-ci refuserait d'entendre les doléances des autochtones au sujet des agissements des agents de la police.

M. DOISE (Représentant spécial) dit que sa qualité de fonctionnaire de l'Administration ne lui donne pas autorité pour discuter les décisions du pouvoir judiciaire. En ce qui concerne la deuxième observation du représentant de l'Union soviétique, il précise que le commandant de cercle a refusé une audience dans le cas dont il s'agit parce que l'attitude du pétitionnaire rendait tout entretien avec lui impossible.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande quelques détails sur la déclaration de M. DOISE suivant laquelle, les autorités judiciaires sont indépendantes des autorités administratives. Il voudrait savoir par qui est nommé le Procureur de la République et s'il est subordonné au haut-commissaire du Territoire.

M. DOISE (Représentant spécial) répond que les autorités administratives sont indépendantes des autorités judiciaires en vertu du principe de la séparation des pouvoirs. Les Procureurs de la République sont nommés par le Président de la République en consultation avec le Conseil supérieur de la magistrature; ils ne dépendent pas, par conséquent, des autorités locales.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), se référant à la première des lettres reproduites dans le document T/PET.7/513 demande s'il est exact que le commandant de cercle ait signifié au pétitionnaire son intention de ne permettre aux autochtones d'organiser des réunions privées que s'ils avaient obtenu de l'Administration une autorisation à cet effet et de charger la police de contrôler les cartes de membres des participants.

M. DOISE (Représentant spécial) affirme que les propos que le pétitionnaire prête au commandant de cercle sont purement fantaisistes. En effet, aucune autorisation n'est exigée par la loi en ce qui concerne les réunions privées. Il est impossible que le commandant de cercle ait ignoré cette loi; de toute manière, il ne pouvait pas prendre de mesure qui soit en dérogation avec la loi.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) s'étonne que le commandant de cercle n'ait pas démenti les assertions du pétitionnaire qui, d'une part, émanaient d'un chef de parti et, d'autre part, avaient trait à une question aussi importante que la liberté de réunion.

M. DOISE (Représentant spécial) fait observer qu'il est impossible que le commandant de cercle ait le temps de répondre à toutes les allégations mensongères formulées par des autochtones et que, d'ailleurs, il n'est aucunement tenu de le faire par écrit. Dans le cas dont il s'agit, le commandant de cercle aurait été en droit de poursuivre le pétitionnaire en diffamation.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le pétitionnaire n'a pu commettre aucun acte de diffamation; il n'a fait que résumer dans une lettre qu'il a adressée au commandant de cercle, représentant de l'Autorité administrante, un entretien qu'il avait eu avec lui en qualité d'un représentant d'un parti politique. S'il a mal compris les propos du commandant, c'est à ce représentant de l'administration qu'il appartient de faire la mise au point.

Le PRESIDENT propose d'inviter le Secrétariat à rédiger un projet de résolution tenant compte des observations de l'Autorité administrante et des divers points de vue qui ont été exprimés au cours du débat.

II. Pétition de M. Apédo Avoussi (T/PET.7/458) (suite)

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) signale que le Secrétariat, après avoir fait des recherches dans ses bureaux et interrogé les membres de la Mission de visite, n'a pu retrouver les photographies qui accompagnaient la pétition. Le Secrétariat est disposé à poursuivre ses recherches, mais il ne semble pas que l'on puisse espérer retrouver les pièces en question.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) regrette qu'une partie de la pétition envoyée aux Nations Unies ait été égarée et qu'on ne puisse la retrouver. Il estime que de nouvelles recherches devraient être entreprises en vue de retrouver les photographies en question, qui font partie intégrante de la pétition, et fait observer que, suivant la déclaration de l'administration locale, elle avait pris connaissance de ces photographies.

Le PRESIDENT demande des précisions au Représentant spécial au sujet du passage du commandant de cercle dans le village d'Apéyébé.

M. DOISE (Représentant spécial) fait savoir que le commandant de cercle de Klouto effectuait à cette époque une tournée d'inspection dans la région de Palimé; il est possible qu'il ait traversé le village au retour, mais il n'a certainement pas eu le temps de s'y arrêter.

M. HANROTT (Royaume-Uni) se déclare satisfait des observations de l'Autorité administrante et estime qu'en conséquence, il n'est pas nécessaire de différer à nouveau l'examen de la pétition.

M. SMOLDEREN (Belgique) et M. YANG (Chine) partagent l'avis du représentant du Royaume-Uni.

Le PRESIDENT invite le Représentant spécial à compléter les renseignements qu'il a fournis précédemment au sujet des manoeuvres qui, selon le pétitionnaire, auraient été effectuées dans le village.

M. DOISE (Représentant spécial) confirme que les manoeuvres ont été effectuées en rase campagne et non dans le village et ajoute que la population a été avertie en temps utile. Il précise qu'au cours de telles manoeuvres, on n'effectue jamais de tirs réels.

(M. Doise, Représentant spécial)

A l'époque, la Mission de visite étant sans cesse en déplacement et devait se conformer à un emploi du temps très chargé; elle est excusable, s'il est vrai qu'elle ait égaré les photographies en question. Le Représentant spécial les a vues et peut affirmer qu'elles n'apportaient aucune preuve à l'appui des allégations du pétitionnaire. Au sujet des éclats de grenade, l'Autorité administrante a très bien pu confondre ceux que les auteurs des pétitions T/PET.5/457 et 499 ont envoyés à la Mission de visite avec ceux dont il est question dans la pétition T/PET.7/458.

U PAW HTIN (Birmanie) est d'avis que, même si les photographies n'ont pas une grande valeur probante, il serait préférable que les membres du Comité puissent en juger par eux-mêmes. Il appuie cependant la proposition du représentant du Royaume-Uni.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que le Comité se trouve dans une situation anormale, étant donné qu'il ne peut examiner une partie de la pétition qui lui est soumise; si le pétitionnaire a joint ces photographies à sa pétition, c'est sans doute parce qu'il les considérait comme importantes. Le représentant de l'Union soviétique tient à ce qu'il soit noté que ces photographies ne se trouvent pas à la disposition du Comité, qui ne dispose pas non plus de renseignements sur la visite du commandant de cercle et sur les déclarations qu'il aurait faites en présence des habitants du village. M. Bendrychev espère qu'en raison de l'importance des questions politiques qu'a soulevées le commandant de cercle, il conviendrait que le Comité obtienne des précisions sur ces déclarations.

M. DOISE (Représentant spécial) ne conteste pas la gravité des propos que le pétitionnaire prête au commandant de cercle, mais encore faudrait-il que le pétitionnaire ait rapporté des faits exacts. Le Représentant spécial n'a pas dit qu'il ne disposait d'aucun renseignement au sujet du passage du commandant de cercle dans le village: il a indiqué que ce dernier ne s'y est pas arrêté et, par conséquent, n'a pu tenir les propos qu'on lui prête.

Le PRESIDENT invite le Secrétariat à rédiger un projet de résolution tenant compte des divers points de vue exprimés au cours du débat.

Document T/C.2/L.209

I. Pétition de la Juventó (T/PET.7/445) (suite)

M. HANROTT (Royaume-Uni) rappelle que le Représentant spécial a déjà donné certaines précisions au sujet des manoeuvres dont il est question dans cette pétition. Il a indiqué qu'elles entraient dans le cadre d'un programme annuel qu'il était difficile de modifier en fonction de la date de l'arrivée de la Mission de visite. Comme l'a dit le Représentant spécial, ces manoeuvres ont eu lieu loin des agglomérations et elles n'étaient aucunement destinées à influencer l'attitude de la population à l'égard de la Mission de visite. En conséquence, le représentant du Royaume-Uni propose d'attirer l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante et sur les précisions qui ont été fournies par le Représentant spécial.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que le Comité a examiné un certain nombre de pétitions au sujet des événements survenus avant l'arrivée de la Mission de visite, pendant son séjour et après son départ. Dans certains cas, les autochtones n'ont pu ni exprimer librement leur opinion, ni tenir des réunions, ni prendre contact avec la Mission de visite. M. Bendrychev pense que le Conseil devrait exprimer l'espoir que l'Autorité administrante prendra les dispositions nécessaires pour assurer aux autochtones le plein exercice des droits fondamentaux de l'homme et notamment garantir la liberté de réunion des partis et des associations autochtones.

Le PRESIDENT invite le Secrétariat à rédiger un projet de résolution tenant compte des suggestions du représentant du Royaume-Uni et du représentant de l'Union soviétique.

La séance est levée à 12 h. 35.